



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations de Gironde**

Protection de l'environnement  
5 boulevard Jacques Chaban-Delmas  
CS 60074  
33070 Bruges

Bruges, le 18/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LDC AQUITAINE (SA)**

4 chemin de l'aiguillon  
Zone Industrielle 4  
33430 Bazas

Références : 2025 03240  
Code AIOT : 0005206758

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement LDC AQUITAINE (SA) implanté 4 chemin de l'aiguillon Zone Industrielle 4 33430 Bazas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société LDC AQUITAINE exploite une installation classée pour la protection de l'environnement d'abattage de volailles, implanté 4 chemin de l'aiguillon sur la commune de BAZAS (33430), soumise à autorisation environnementale.

Au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, cette installation classée a été autorisée par arrêté préfectoral n°12960/3 du 11 mai 2004.

L'inspection a été réalisée suite au dépôt du dossier de réexamen IED.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LDC AQUITAINE (SA)
- 4 chemin de l'aiguillon Zone Industrielle 4 33430 Bazas
- Code AIOT : 0005206758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les rubriques ICPE dont relèvent les installations de la société LDC AQUITAINE sont les suivantes : 2210, 3641, 2221, 2910-A, 2921, 4735, 2662.

Les rubriques IOTA dont relèvent les installations de la société LDC AQUITAINE sont les suivantes : 2.1.5.0, 3.1.2.0, 3.1.4.0, 3.1.2.0, 3.3.1.0.

Les installations contrôlées relèvent essentiellement des rubriques 2210 et 3641.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Légionelles / prévention légionellose

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 3	Demande d'action corrective	3 mois
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 10	Demande d'action corrective	3 mois
11	Consommation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Rejet indirect	Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article Article 28	Demande d'action corrective	3 mois
19	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article Article 32	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4	Sans objet
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 5	Sans objet
4	Dimensionnement des réserves	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 6	Sans objet
5	Exploitation et surveillance	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 7	Sans objet
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 12	Sans objet
9	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14	Sans objet
10	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 15	Sans objet
12	Prélèvement eau potable	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 21	Sans objet
13	Réseau de canalisation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 25	Sans objet
14	Pré-traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 26	Sans objet
15	Rejet direct	Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article Article 27	Sans objet
17	Stockage et traitement des déchets et sous-produits	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 29	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
18	Traitement des boues	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 30	Sans objet
20	Bruit	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 35	Sans objet
21	MTD	Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 5.14	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il y a 6 non-conformités relevées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Règles d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est implantée :</p> <p>à au moins 35 mètres des puits et forages, autres que ceux destinés au seul fonctionnement de l'installation, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ; sans préjudice des zones de dangers définies dans l'étude de dangers, à 100 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers (hors locaux occupés par des personnels liés à l'installation), des stades ou des campings agréés, des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, ainsi que des lieux de baignade et des plages. Cette distance peut être réduite pour les locaux ou annexes ne présentant pas de risques de nuisances pour le voisinage, lorsque l'exploitant justifie de mesures compensatoires pérennes mises en œuvre pour les prévenir ou si l'étude d'impact du projet fait apparaître que les risques et nuisances ne sont pas augmentés.</p> <p>Dans le cas de l'extension des installations existantes, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'aux nouveaux bâtiments. Elles ne s'appliquent pas lors de la mise en conformité de ces installations.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Acquisition d'une nouvelle parcelle qui devra faire l'objet d'un porté à connaissance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Contrôle de l'accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre à l'installation. L'ensemble de l'installation, d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux, est clôturé et comporte, en tant que de besoin, des dispositifs destinés à empêcher leur fuite hors de l'installation.
<b>Constats :</b>  Les mesures de restriction d'accès et de confinement apparaissent bien mises en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Intégration dans le paysage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence.  Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement...).
<b>Constats :</b>  L'ensemble de l'installation et de ses abords sont aménagés, entretenus et propres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Dimensionnement des réserves**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.
<b>Constats :</b>  Les réserves de produits ou matières consommables utilisées pour assurer la protection de l'environnement semblent suffisantes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Exploitation et surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les consignes d'exploitation de l'installation comportent explicitement les contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.  L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et de ses dangers et inconvénients.  Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par celui-ci. Ces consignes indiquent :  les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, notamment de la chaîne d'abattage et des installations de traitement des effluents ; les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou polluantes telles que l'ammoniac ou le sang collecté.
<b>Constats :</b>  L'exploitation se fait sous la surveillance de personne désignée et qualifiée à la conduite de l'installation et de ses dangers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.  L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.
<b>Constats :</b>  Absence des justificatifs des derniers contrôles des installations électriques.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Fournir les rapports Q18 et Q19.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant



**N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du code du travail, les bâtiments et annexes sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation des personnes et l'intervention rapide des services de secours. L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Une attention particulière est portée aux locaux abritant les installations frigorifiques. En nombre suffisant, ces moyens sont correctement répartis sur la superficie à protéger. Les moyens de lutte et de prévention contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral. Les bâtiments et les annexes sont maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières. Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.
<b>Constats :</b>  L'établissement est pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés: poteaux incendie et une réserve.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Une prise de contact avec le SDIS permettra d'échanger sur les procédures d'intervention, de faire tester les hydrants, leur communiquer les consignes d'exploitation et de réceptionner la réserve.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour prévenir les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols. En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant fournit, dans les meilleurs délais, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore et les ouvrages exposés à cette pollution. Les effluents aqueux récupérés, susceptibles d'être pollués (pompage, lavage d'installation, etc.) sont stockés avant leur valorisation ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution.
<b>Constats :</b>  La conception, la construction et l'exploitation de l'installation semblent être conçus pour prévenir les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Réseau de collecte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.
<b>Constats :</b>  Le réseau de collecte est de type séparatif.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Rétention des aires et locaux de travail**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.  Les locaux d'attente et d'abattage des animaux, de refroidissement et de conservation des carcasses et de stockage des sous-produits d'origine animale sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur.  Le sol est étanche, résistant au passage des équipements permettant la manipulation des produits stockés et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage, du sang d'égouttage résiduel et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte.  La collecte du sang des animaux est réalisée à part de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents.
<b>Constats :</b>  L'ensemble des effluents de l'aire de nettoyage et de désinfection des véhicules, des locaux d'attente et d'abattage des animaux, de refroidissement et de conservation des carcasses et de stockage des sous-produits d'origine animale sont dirigés vers la station de prétraitement de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 11 : Consommation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse.
<b>Constats :</b>  Il a été déclaré une consommation de 7.06 litres d'eau par kilogrammes de carcasses (au-dessus du ratio réglementaire de 6L/kg).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra détailler la consommation d'eau sur l'ensemble du process afin d'évaluer au mieux la partie consommation d'eau relevant uniquement de l'abattage. Vous avez indiqué lors de l'inspection la pose de sous compteurs, il conviendra de nous transmettre les consommations détaillées ainsi que les propositions d'aménagement de vos installations pour respecter le ratio de 6L/kg de carcasse.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

**N° 12 : Prélèvement eau potable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas d'approvisionnement en eau potable par un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les volumes d'eau utilisés sont mesurés par le compteur dont est équipé le branchement de l'établissement.
<b>Constats :</b>  Le site est alimenté en eau potable par le réseau AEP. Les volumes d'eau sont mesurés par un compteur et des sous compteurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Réseau de canalisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<b>Prescription contrôlée :</b> On entend par effluents : les eaux résultant de l'activité (process, lavage) ; les eaux vannes (sanitaires). Les canalisations de transport sont adaptées à la nature des effluents qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. L'exploitant identifie les canalisations qui nécessitent un curage régulier, propose un planning de curage et prévoit la filière d'élimination de ces boues de curage. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations est compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
<b>Constats :</b> Réseau de collecte séparatif.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Pré-traitement des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence. Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées. Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.
<b>Constats :</b> L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant un dégrillage et de dispositifs permettant des mesures de débit et des prélèvements dans les rejets. L'installation de prétraitement est correctement entretenue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Rejet direct**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article Article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<b>Prescription contrôlée :</b> Concernant les dispositions générales pour la fixation des valeurs limites d'émissions dans l'eau, les dispositions de l'article 21 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de : - compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ; - suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III). Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration ou en rendement indiquées en annexe I du présent arrêté. Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2ème alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié. NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018. NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.
<b>Constats :</b> Respect du programme de surveillance de périodicité : données GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Rejet indirect**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article Article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<b>Prescription contrôlée :</b> En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent : - les modalités de raccordement ; - les valeurs limites avant raccordement ; Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macropolluants ou substances dangereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte). NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018. NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.
<b>Constats :</b> Rejet dans le réseau public aboutissant à l'ouvrage collectif d'épuration de la municipalité de BAZAS.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> La convention de déversement daté de novembre 2003 d'une validité de 18 mois doit être renouvelée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 17 : Stockage et traitement des déchets et sous-produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et économiquement acceptables. Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'élimination des MRS et des sous-produits animaux. Les sous-produits animaux de l'installation sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement. Ils sont éliminés ou valorisés conformément à la réglementation en vigueur. Les matériels et outils jetables utilisés susceptibles d'être souillés par des matériels à risques spécifiés doivent être éliminés conformément au décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.
<b>Constats :</b>  Les sous-produits animaux de type C2 et du déchet du dégrilleur sont collectés par SARIA SA. Les sous-produits animaux de type C3 : plumes, sang, saisies, viscières, pâtes, cous, déchets de découpe sont collectés par AKIOLIS, CORSA PETFOOD, DEUERER pour valorisation (fertilisant, aquaculture, pet food...). Ils sont placés en chambre froide.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Traitement des boues**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les matières recueillies lors du prétraitement des effluents de l'installation défini à l'article 26 du présent arrêté ainsi que les boues de curage des canalisations situées en amont de ce prétraitement sont collectées, transportées et éliminées conformément au règlement (CE) n° 1774/2002 susvisé.
<b>Constats :</b>  Les boues issues du pré-traitement sont destinées à la méthanisation et récupérées par : EURL La Bergeracoise De Services à Saint-Pierre-d'Eyraud.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Surveillance des émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article Article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et relativement aux substances visées dans les articles 33 et 34 du présent arrêté ;</li><li>- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) ;</li><li>- la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III) ;</li><li>- les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV).</li></ul> Pour l'analyse des effluents aqueux et les effluents gazeux, les méthodes d'analyse sont les méthodes de référence en vigueur. Pour l'analyse des sols et des boues, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence indiquées en annexe II. »  NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018. NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.
<b>Constats :</b>  Absences d'analyse des eaux pluviales.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Veillez au respect des articles 32 et 33 de l'Arrêté ministériel de prescriptions générales du 30/04/04 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous « la rubrique n° 2210 » Abattage d'animaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 20 : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.
<b>Constats :</b>  Absence de nuisances, dernière étude de bruit conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 5.14

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission dans l'eau

**Prescription contrôlée :**

**I. L'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions des substances et paramètres suivants :**

Substance/Paramètre	Unité	Valeur limite d'émission	Code SANDRE
Demande chimique en oxygène (DCO) (1) (4)	mg/L	100	1314
Carbone organique total (COT) (1) (4)	mg/L	35	1841
Matières en suspension totales (MEST) (4)	mg/L	30	1305
Azote total (NT) (4)	mg/L	25 (2)	6018
Phosphore total (PT) (4)	mg/L	2	1350
Composés organochlorés adsorbables (AOX) (3)	mg/L	0,3	1106
Métaux Cuivre (Cu) (3)	mg/L	0,2	1392
Métaux Zinc (Zn) (3)	mg/L	0,5	1383

(1) Pour les installations existantes, la valeur limite d'émission applicable est soit celle pour la DCO, soit celle pour le COT. La valeur limite d'émission pour le COT est préférable car la surveillance du COT n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques. Pour les installations nouvelles, le paramètre COT est



suivi à la place du paramètre DCO.

(2) La valeur limite d'émission peut ne pas être applicable en cas de faible température des effluents aqueux (inférieure à 12 °C, par exemple) pendant de longues périodes.

(3) La valeur limite d'émission ne s'applique que lorsque la présence de la substance/du paramètre concerné est jugée pertinente dans le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire des flux entrants et sortants mentionné à l'article 3.5 du présent arrêté.

(4) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration, qui n'est pas exploitée par le producteur des eaux résiduaires industrielles, et sous réserve du respect du III de l'article R. 515-65 du code de l'environnement, l'arrêté préfectoral d'autorisation peut fixer une valeur limite de concentration n'excédant pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement de la station ». La valeur peut être différente après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du même code qui tient compte de l'existence d'une convention

entre l'exploitant de  
l'installation et  
l'exploitant de la  
station d'épuration.

II. Pour les paramètres ou polluants autres que ceux mentionnés au I, l'exploitant respecte les dispositions de l'annexe du présent arrêté.

**Constats :**

Situation actuelle MTD:

Suite à la surveillance dans le cadre RSDE, le Zinc fera l'objet d'une mesure par trimestre et aucune sur le cuivre.

Une analyse semestrielle pour AOX (0.3mg/L) sera réalisée.

Pour les Chlorures, les résultats de surveillance (à raison d'une analyse semestrielle pendant 2 ans) pourront déterminer si ce paramètre est pertinent à suivre.

**Type de suites proposées :** Sans suite